

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2013/31656]

18 JUILLET 2013. — Décret de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance

Le Collège de la Commission communautaire française,

Sur la proposition du Membre du Collège en charge des infrastructures crèches,

Après délibération,

Arrête :

Le membre du Collège compétent en matière d'infrastructures crèches est chargé de présenter à l'Assemblée le décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. §1^{er} Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Commission communautaire française, des subventions sont octroyées à des communes, à des centres publics d'action sociale, à des établissements d'utilité publique et à des associations sans but lucratif pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de milieux d'accueil d'enfants, en collectivité, autorisés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, et dont la contribution financière demandée aux parents les rend accessibles socialement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Le Collège détermine les catégories de milieux d'accueil d'enfants et les modalités suivant lesquelles lesdits milieux sont considérés comme accessibles socialement.

Le Collège détermine la part des crédits disponibles affectés à l'augmentation de l'offre d'accueil.

Le solde des crédits disponibles est ensuite affecté dans l'ordre de priorité suivant :

- 1° sécurité et cas de force majeure;
- 2° achèvement de chantiers en cours
- 3° mise en conformité aux normes architecturales prévues par les législations régissant les autorisations ou agréments des milieux d'accueil visés au présent article;
- 4° travaux de rénovation.

§ 2. Le Collège lance au moins une fois par an un appel à projets visant à l'augmentation de l'offre d'accueil d'enfants dans des milieux visés au § 1^{er}.

Une première priorité est accordée aux projets faisant l'objet d'une programmation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, pour ce qui concerne les places qu'il agrée.

Une priorité est ensuite accordée aux projets se situant dans des zones géographiques dont le taux de couverture des besoins d'accueil est inférieur à la moyenne régionale ou à tout autre paramètre objectif que le Collège arrête pour renforcer la cohérence des différentes subventions aux milieux d'accueil.

Le Collège arrête les critères permettant de déterminer ces zones géographiques et leur classement.

Art. 3. Le taux d'intervention est fixé à 60 % du prix d'achat du bâtiment ou du marché de travaux, de fourniture, pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé par le Collège.

Toutefois, des taux d'intervention majorés, fixés par le Collège, peuvent être octroyés en fonction des critères suivants :

- a) sécurité des milieux d'accueil;
- b) faiblesse des contributions financières des parents;
- c) situation socio-économique du lieu d'implantation des milieux d'accueil;
- d) intégration du milieu d'accueil dans un établissement d'enseignement;
- e) participation du milieu d'accueil à un ensemble de services sociaux;
- f) inclusion des enfants porteurs d'un handicap dans le milieu d'accueil.

Art. 4. Le Collège détermine les montants maximaux subsidiables selon les catégories de milieux d'accueil visées à l'article 2.

Art. 5. L'octroi de la subvention est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° le demandeur doit fournir la preuve qu'il est capable de financer sa part du coût de l'investissement;
- 2° le demandeur qui sollicite une subvention pour acheter un bâtiment, de l'équipement ou du mobilier, ou pour effectuer des travaux, ne peut acheter le bâtiment, l'équipement ou le mobilier et ne peut entamer les travaux qu'après accord préalable du Collège,
- 3° le demandeur qui sollicite une subvention pour effectuer les travaux doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du bâtiment ou titulaire d'un droit d'emphytéose ou de superficie sur celui-ci;
- 4° le demandeur qui sollicite une subvention pour construire un bâtiment doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du terrain à bâtir ou titulaire d'un droit d'emphytéose ou de superficie sur celui-ci.

Art. 6. Le demandeur :

1° ne peut modifier l'affectation de bâtiments pendant la durée de la période d'amortissement visée à l'article 7 sans l'autorisation préalable du Collège;

2° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration des délais d'amortissement fixés à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention, majorée de 50 % de la plus-value éventuellement réalisée sur la partie du bâtiment ayant fait l'objet de la subvention;

3° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la rénovation ou l'aménagement a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention;

4° maintient l'accessibilité sociale visée à l'article 2, § 1^{er}, jusqu'à l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7. A défaut, il doit rembourser la part non amortie du montant de la subvention.

Art. 7. La durée d'amortissement des bâtiments acquis ou aménagés est fixée comme suit :

- 33 ans pour la construction d'un bâtiment;
- 25 ans pour l'achat d'un bâtiment;
- 15 ans pour la rénovation, l'aménagement et les grosses réparations.

Art. 8. Le Collège détermine la procédure d'introduction des demandes et d'octroi de subventions.

La procédure d'octroi des subventions à l'achat de bâtiments comporte deux étapes :

- 1° un accord de principe;
- 2° une décision définitive d'octroi de subvention.

La procédure d'octroi de subventions à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et l'ameublement comporte cinq étapes :

- 1° un accord de principe;
- 2° un avant-projet;
- 3° un projet;
- 4° une décision définitive d'octroi de subvention;
- 5° un compte final d'entreprise.

Art. 9. Le décret de la Commission communautaire française du 17 février 2005 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments est abrogé.

Art. 10. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret le 18 juillet 2013.

R. VERVOORT,

Membre du Collège en charge des infrastructures crèches

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31656]

18 JULI 2013. — Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie ter ondersteuning van de kinderopvang

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Op voordracht van het Collegelid belast met Crèche-infrastructuren,

Na beraadslaging,

Besluit :

Het Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang wordt ermee belast om aan de Vergadering van decreet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. §1 Binnen de grenzen van de kredieten ingeschreven in de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie worden aan de gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, instellingen van openbaar nut en verenigingen zonder winstoogmerk subsidies toegekend om gebouwen aan te kopen of te laten bouwen met de bedoeling er door het Office de la Naissance et de l'Enfance erkende collectieve voorzieningen voor kinderopvang die omwille van de financiële bijdrage die aan de ouders gevraagd wordt sociaal toegankelijk zijn, in onder te brengen, evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen.

Het College bepaalt de categorieën kinderopvang en de modaliteiten op grond waarvan de genoemde voorzieningen als sociaal toegankelijk beschouwd worden.

Het College bepaalt welk deel van de beschikbare kredieten bestemd wordt om het aanbod van opvangplaatsen uit te breiden.

Het saldo van de beschikbare kredieten wordt daarop toegewezen op basis van de volgende volgorde van prioriteit :

- 1° veiligheid en overmacht;
- 2° voltooiing van aangevatte werken;
- 3° het conform maken met de architectuurnormen voorzien door de wetgevingen die de vergunning of erkenning regelen van de in dit artikel bedoelde opvangvoorzieningen;
- 4° renovatiewerken.

§ 2. Het College schrijft minstens eenmaal per jaar een projectoproep uit die tot doel heeft het aanbod van plaatsen voor de opvang van kinderen in de in §1 bedoelde voorzieningen uit te breiden.

In de eerste plaats krijgen die projecten de voorkeur die deel uitmaken van een programma van het Office de la Naissance et de l'Enfance, voor wat de plaatsen betreft die het Office erkent.

Vervolgens komen de projecten aan de beurt die gelegen zijn in geografische gebieden waarvan de dekkingsgraad van de behoeften lager ligt dan het gewestelijke gemiddelde of dan elke andere objectieve parameter die het College vaststelt om de samenhang te versterken tussen de diverse subsidies die aan de opvangvoorzieningen toegekend worden.

Het College stelt de criteria vast op grond waarvan deze geografische gebieden en hun rangschikking bepaald kunnen worden.

Art. 3. Het percentage van de tegemoetkoming wordt vastgesteld op 60 % van de aankoopprijs van het gebouw of van de opdracht voor aanneming van werken, levering of diensten, voor zover dit bedrag het door het College vastgestelde maximum niet overschrijdt.

Er kan echter toepassing worden gemaakt van verhoogde, eveneens door het College vastgestelde tegemoetkomingspercentages in functie van de volgende criteria :

- a) de veiligheid van de opvangvoorzieningen;
- b) de lage financiële bijdragen van de ouders;
- c) de socio-economische situatie van de vestigingsplaats van de opvangvoorzieningen;
- d) de integratie van de opvangvoorziening in een onderwijsinstelling;
- e) de deelname van de opvangvoorziening aan een geheel van sociale diensten;
- f) de inclusie van kinderen met een handicap in de opvangvoorziening.

Art. 4. Het College bepaalt de subsidieerbare maximumbedragen volgens de categorieën opvangvoorzieningen bedoeld in artikel 2.

Art. 5. De toekenning van de subsidie is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° de aanvrager moet het bewijs leveren dat hij in staat is zijn deel van de kostprijs van de investering te financieren;

2° de aanvrager die een subsidie vraagt om een gebouw, uitrustingen of meubilair te kopen of om werken uit te voeren, mag het gebouw, de uitrustingen of het meubilair slechts kopen en mag de werken slechts aanvangen na de voorafgaande toestemming van het College;

3° de aanvrager die een subsidie vraagt om werken uit te voeren moet het bewijs leveren dat hij de eigenaar van het gebouw is of dat hij er een erfpacht of recht van opstal op heeft;

4° de aanvrager die een subsidie vraagt om een gebouw te bouwen, moet het bewijs leveren dat hij de eigenaar van de bouwgrond is of dat hij er een erfpacht op heeft;

Art. 6. De aanvrager :

1° mag de bestemming van het gebouw niet wijzigen tijdens de in artikel 7 bedoelde afschrijvingsperiode zonder voorafgaande toelating van het College;

2° mag het gebouw waarvan de constructie of de aankoop het voorwerp is geweest van een subsidie niet verkopen zonder voorafgaande toestemming van het College en moet in het geval van vervreemding van het gebouw voor het verstrijken van de in artikel 7 vastgestelde afschrijvingstermijn het niet afgeschreven deel van de subsidie terugbetalen vermeerderd met 50 % van de eventueel gerealiseerde meerwaarde op het deel van het gebouw dat het voorwerp is geweest van de subsidie;

3° mag het gebouw waarvan de renovatie of de inrichting het voorwerp is geweest van een subsidie niet verkopen zonder voorafgaande toelating van het College en moet in geval van vervreemding van dat gebouw voor het verstrijken van de in artikel 7 vastgestelde afschrijvingstermijn het niet afgeschreven deel van het bedrag van de subsidie terugbetalen;

4° ziet toe op de in artikel 2, § 1 bedoelde sociale toegankelijkheid tot het verstrijken van de in de artikel 7 vastgestelde afschrijvingsduur. Zo niet dient hij het niet afgeschreven deel van het bedrag van de subsidie terug te betalen.

Art. 7. De afschrijvingsduur van de aangekochte of ingerichte gebouwen wordt als volgt bepaald :

- 33 jaar voor de constructie van een gebouw;
- 25 jaar voor de aankoop van een gebouw;
- 15 jaar voor de renovatie, de inrichting en de zware herstellingen.

Art. 8. Het College bepaalt de procedure voor de indiening van de aanvragen en de toekenning van de subsidies.

De procedure voor de toekenning van de subsidies bij de aankoop van gebouwen verloopt in twee etappes :

- 1° een principeakkoord;
- 2° een definitieve beslissing van toekenning van de subsidie.

De procedure voor de toekenning van de subsidies voor de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de renovatie of de zware werken aan het gebouw evenals de uitrusting en de meubilering verloopt in vijf etappes :

- 1° een principeakkoord;
- 2° een voorontwerp;
- 3° een ontwerp;
- 4° een definitieve beslissing van toekenning van de subsidie;
- 5° een eindafrekening.

Art. 9. Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 februari 2005 betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of het optrekken van gebouwen, voor het inrichten van crèches, oudercrèches, peutertiinen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten, die door hun eentalig Franstalige regeling onder de uitsluitende bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de voorzieningen en de eerste meubilering van die gebouwen, wordt opgeheven.

Art. 10. Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet op 18 juli 2013.

R. VERVOORT,

Lid van het College, belast met Crèche-infrastructuren